

LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE EN AFRIQUE FRANCOPHONE – ETAT DES LIEUX

Après une longue éclipse, la formation agricole et rurale (FAR) est revenue à l'ordre du jour dans les débats sur le développement. De nombreuses organisations internationales (Banque Mondiale, Agence Française de Développement, GIZ, FIDA, USAID) mettent l'accent sur l'urgence d'une relance des dispositifs et financent des projets dans ce sens. A l'échelle mondiale, l'UNESCO a développé une stratégie pour appuyer le développement de la formation technique et professionnelle pour la période 2010-2015. Dans le cadre de cette stratégie, un Congrès Mondial a été organisé à Shanghai en Mai 2012 pour faire le point sur la situation de la formation professionnelle et faire des propositions.

Au niveau continental, l'Union Africaine a développé une Stratégie Africaine pour l'éducation et la formation technique et professionnelle. Une volonté de rénovation de la FAR a été exprimée dans le cadre du NEPAD, qui a développé un Cadre Stratégique de la Formation Agricole et le renforcement des compétences (AESIF).

Toutes les études sur les systèmes nationaux de FAR relèvent la crise qui la frappe, que Vandebosch (2006) résume en disant que l'éducation agricole et la formation post-primaire en Afrique subsaharienne est obligée de 's'adapter ou mourir' car elle n'a pas réussi à répondre aux nouvelles réalités.

Ces nouvelles réalités sont multidimensionnelles. La FAR se montre incapable de répondre à la demande de personnes formées, sur les plans qualitatif et quantitatif. L'économie rurale africaine a connu des changements très importants – explosion des technologies de l'information et de la communication, mondialisation des échanges, systèmes de transformation et de stockage et de commercialisation des produits agricoles, problématique de gestion des ressources naturelles- auxquels la formation agricole tarde à répondre (Wallace et Nilsson, 1997). Plus globalement, la FAR ne s'est pas adaptée à la nouvelle réalité du marché de l'emploi. Ce secteur n'est plus majoritairement public et les diplômés n'arrivent plus à trouver des emplois car la FAR n'a pas encore réorienté ses formations vers l'entrepreneuriat et les besoins du secteur privé.

La réorientation n'est pas politiquement facile. Comme le rappelle Jones (2013), le choix entre formation généraliste et formation spécialisée est toujours en débat. D'un côté, une réorientation radicale vers des formations spécialisées priverait les jeunes formés des systèmes d'éducation primaire et secondaire de la capacité d'adaptation que peut leur offrir un parcours généraliste, surtout dans le cadre d'économies rurales en pleine mutation. De l'autre côté, certains observateurs critiquent l'accent mis sur le programme d'Education Pour Tous (Objectif 2 du Millénaire pour le Développement) qui propose une éducation de base au détriment d'une préparation plus ciblée pour l'emploi.

DES DEFINITIONS MULTIPLES

Sous le label générique de Formation Agricole et Rurale (FAR) se cachent des conceptions différentes de son sens exact. Le sens le plus généralement accepté fait référence à l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP), définie par l'UNESCO et le BIT (2001) comme les « processus d'enseignement qui impliquent, en plus de l'enseignement général, l'étude des technologies et sciences connexes, et l'acquisition de compétences pratiques, d'attitudes, de compréhension, et de savoir liées aux métiers dans les différents secteurs de l'économie et de la vie sociale ». Comprise dans ce sens, la FAR n'est que la partie agricole et rurale de l'ETFP. Dans le monde anglophone, les catégories sont également multiples : *Technical and Vocational Education and Training* (TVET), dont

la composante agricole est ATVET. D'autres catégories sont *Post-Secondary Agricultural Education and Training* (PSAET), *Agricultural Education and Training* (AET)¹. Selon la compréhension que l'on a de la notion de « FAR », l'éventail des définitions varie donc du primaire au supérieur pour le secteur formel public, sans compter les activités de formation et d'apprentissage dispensées par les secteurs privé, associatif et non-gouvernemental. La difficulté s'accroît lorsqu'on aborde le sens des notions de « agricole » et « rurale » et celle du positionnement institutionnel de la formation (types d'école, diplômes, intégration dans un cursus d'éducation).

Les dispositifs mis en place par le secteur public en Afrique (Ouest et Centre) et au Maghreb sont très conséquents. La majorité est issue des ministères de l'Agriculture et ceux de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle. Ils assurent la formation professionnelle (les instituts techniques spécialisés et les centres de qualification) et technique (collèges et lycées agricoles) allant du niveau Certificat au niveau de Technicien Supérieur pour la majorité. Il y a également des formations de niveau supérieur (cycle ingénieur, master, doctorat) qui sont plus sous la responsabilité des ministères de l'enseignement supérieur représentés sur le terrain par les universités à travers les facultés agronomiques. En général, les formations interviennent dans les différents domaines du secteur agricole et para-agricole (élevage, pêche, production agricole, comptabilité, gestion, économie rurale etc.).

La diversité des catégories, qui varient d'un pays à l'autre, rend la comparaison difficile entre les pays –et même quelquefois dans un même pays, entre différentes organisations-. Surtout, elle rend difficile l'évaluation de la pertinence de quelles formations pour quels contextes et, en particulier, la proposition de bonnes pratiques pour l'investissement dans la formation professionnelle (Jones, 2013).

	Agriculteurs	Employés	Post-primaire	Post-secondaire	Supérieur
Formation technique	-Projets et programmes de développement	-Projets et programmes de développement			
Formation professionnelle de base	-ONGs -Artisans	-ONGs -Artisans	-CFPs -CPRs		
Formation technique			-Lycées et collèges agricoles	Instituts techniques	
Formation technologique					-Universités -Instituts supérieurs

L'appellation « FAR » présente donc des avantages et des inconvénients. Elle peut être considérée comme une « ambiguïté stratégique » maintenue à dessein autour du concept pour permettre à chaque acteur de l'action collective d'y accoler sa propre définition et de poursuivre ses propres intérêts. Elle peut par contre être un obstacle à l'action collective tant les différences sont grandes entre les problèmes et marges de manœuvre auxquels chaque type d'acteur est confronté.

DES ANCRAGES INSTITUTIONNELS MULTIPLES

¹ La comparaison entre les systèmes anglophone et francophone est rendue difficile par les catégories hiérarchiques assignées à l'éducation. Dans le monde anglophone, aux systèmes primaire et secondaire, succède le système tertiaire qui comprend les universités et autres institutions de l'enseignement supérieur, qui délivrent des diplômes reconnus. Dans le cas de l'agriculture on parle de *Tertiary Agricultural Education* (TAE), une catégorie différente de *Technical and Vocational Education and Training* (TVET). Mais la TAE celle-ci comprend les instituts de formation technique qui, eux, peuvent figurer dans la catégorie francophone de la FAR qui formellement n'est pas comprise comme TAE.

Comme l'analyse le NEPAD, la FAR en Afrique est très fragmentée et non intégrée dans un système de formation unique. Dans de nombreux pays, l'état lui accorde peu d'importance et peu de financement². Cette fragmentation est de plusieurs ordres. Alors que dans les pays du Nord, elle est généralement intégrée au secondaire ou au post-secondaire, comme alternative à la formation universitaire, dans les pays en développement son ancrage institutionnel est moins bien défini, allant de la formation primaire ou secondaire, à la formation à des compétences spécifiques, à des centres de formation professionnelle classiques, y compris des types de formation informelle et des programmes de certification divers (Jones, 2013)³. Un autre type de fragmentation est la dispersion des formations entre établissements de statuts différents (privés, publics, religieux, associatif, etc...) aux programmes plus ou moins certifiés par les autorités en charge de l'éducation nationale.

Dans certains pays membres du Réseau, la tutelle de la FAR relève des ministères en charge du développement agricole et rural, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et de l'emploi. En ce qui concerne les ministères du développement agricole et rural, ils disposent de services centraux et sont représentés par des structures au niveau régional et local. Des pays comme la Côte d'Ivoire (Institut National de Formation Professionnelle Agricole), la Tunisie (Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricole) et le Sénégal (Bureau de Formation Professionnelle Agricole et l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural) disposent d'institut nationaux mis en place par l'Etat et chargés d'impulser et de coordonner la mise en œuvre de la stratégie nationale de la formation agricole et rurale. Cela se traduit par la production d'informations sur le secteur agricole permettant aux pouvoirs publics de mettre en œuvre les différentes activités de formation. Ils élaborent également les programmes de formation, de suivi des institutions de formation et de mise à niveau avec l'appui des services de vulgarisation agricole.

Un autre type de fragmentation est celui des modèles d'établissement de formation. Pour la formation professionnelle non universitaire, les modèles sont fortement inspirés de ceux de la puissance coloniale (pour les pays francophones, les établissements d'enseignement technique, les centres de formation professionnelle –CFP par exemple) et, plus récemment, ceux expérimentés par des pays donateurs (l'apprentissage dual allemand par exemple). A ces modèles publics fortement structurés s'ajoutent les modèles d'apprentissage moderne proposé par les employeurs dans leur système interne de formation, et le modèle traditionnel offert par des artisans. Tous ces modèles ne bénéficient pas des mêmes avantages, selon qu'ils bénéficient de capacités d'investissement, de qualité des formateurs et encadreurs, de reconnaissance institutionnelle de la formation, d'accès à un fonds public de financement de la formation⁴.

Dans la plupart des pays, les formations agricoles sont généralement – mais pas toujours – sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture ; par contre les formations légitimement associées au monde « rural », sont également sous la tutelle d'autres ministères (de la formation professionnelle, de la pêche, de l'industrie, de la recherche, etc.).

² NEPAD-CAADP (2013) : Review of Agricultural Technical Vocational Education and Training (ATVET) in Africa - Best Practices from Benin, Ethiopia, Namibia and Sierra Leone

³ Jones, K. (2013): The Role of Agricultural Technical and Vocational Education and Training in Developing Countries: A Review of Literature, Issues and Recommendations for Action ; InnovATE Project

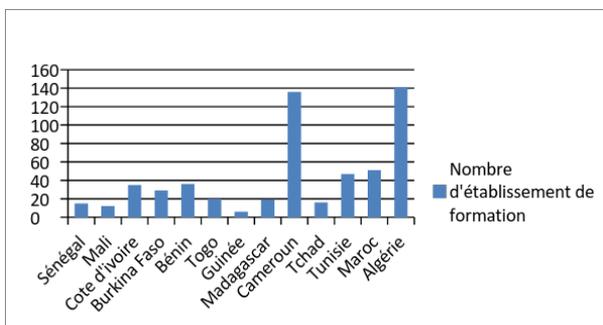
⁴ Liaison entre les systèmes de formation professionnelle et le marché du travail en Afrique subsaharienne ; Dossier préparé par Acapovi, H., Da Mata Spencer Dos Reis, S. et Malombe, R.A. sous la direction de Alain Maragnani, Master 2 Ingénierie de la formation et des systèmes d'emploi, Université de Toulouse 1.

UN SOUTIEN POLITIQUE FAIBLE ET INCONSTANT

Au-delà du discours politique rituel sur l'importance de la formation professionnelle, le soutien public à la FAR est en réalité faible et peu institutionnalisé, en particulier en Afrique sub-saharienne. Comme le résume une synthèse de l'Inter-Réseaux, «des moyens en deçà des enjeux. Les programmes et les ressources mis en œuvre restent néanmoins faibles. Les actions sont le plus souvent cloisonnées et dispersées. Dans la plupart des pays, la multiplicité des institutions chargées de la promotion, du financement et de la mise en œuvre des programmes d'emploi des jeunes, ainsi que le manque d'harmonisation des procédures nuisent à l'efficacité des interventions. Souvent, la mauvaise gestion financière a contribué à la nature précaire et insoutenable des programmes de création d'emplois pour les jeunes.

Par ailleurs, les politiques nationales portent sur les jeunes en général, considérés comme un groupe homogène. Les quelques mesures consacrées aux zones rurales tendent à ne considérer que l'activité agricole et à laisser de côté ce qui relève des activités non agricoles et des conditions de vie en milieu rural. La plupart des politiques reposent sur le postulat – qui reste à prouver – que les opportunités d'emplois découleront d'une agriculture d'entreprise. Ces politiques ont également tendance à reproduire le syndrome de la « liste de course » : elles énumèrent toutes les mesures à mettre en œuvre (formation, foncier, crédit, information, infrastructures, services...). Or il est essentiel de prioriser les mesures dans des contextes de ressources limitées et surtout de ne pas déconnecter la question du contexte global. Les enjeux de la jeunesse rurale sont en effet profondément liés aux transformations démographiques, agraires, économiques et sociales, politiques en cours. La participation politique des jeunes ruraux s'avérera dès lors essentielle »⁵.

DES OFFRES DE FORMATION MULTIPLES MAIS DES DISPOSITIFS PEU PERFORMANTS



Il existe peu de données fiables sur le nombre de personnes formées par les dispositifs de la FAR. Là où elles existent, elles montrent qu'ils forment relativement peu de personnes. En Côte d'Ivoire par exemple, de 1995 à 2009, 7085 personnes ont été formées aux diplômes de Brevet de Technicien (BT) et Brevet de Technicien Supérieur (BTS) en Agriculture, soit à peine 500 /

an. En Guinée, c'est une moyenne annuelle de 394 formés dont 277 pour les ENAE et ENATEF et 117 pour le Centre post primaire et secondaire. Au Burkina Faso, entre 2003 à 2015, les 8 CPR ont formé 1324 jeunes dont 282 filles ; le Centre agricole polyvalent de Matourkou a formé 5572 personnes tous profils confondus pendant la période 1963-2015, soit 174 / an.

Bien qu'il y ait des disparités entre pays, et entre régions à l'intérieur d'un même pays, le problème de la FAR est cependant plus qualitatif que quantitatif. Il ne s'agit pas tant de nombre d'établissements ou de nombre de sortants que de la pertinence de la formation dispensée et son peu d'impact. Les caractéristiques de la FAR, telles qu'elles sont décrites dans plusieurs études transnationales sont résumées dans la matrice SWOT ci-dessous. Si la FAR a quelques points forts et des opportunités à saisir, ses faiblesses sont nombreuses. Elles portent sur le manque de compétences de ses personnels, la méconnaissance du marché de l'emploi – en particulier du secteur privé et informel –, de ses méthodes d'enseignement, du manque de leadership et de réactivité à la demande du marché et de programmes dépassés.

En Afrique de l’Ouest, les dispositifs publics de formation agricole sont répartis entre plusieurs ministères de tutelle, et caractérisés par le cloisonnement entre niveaux différents, leur absence de relations avec le système éducatif primaire, secondaire, technique et supérieur, ainsi que leur éloignement fréquent du milieu professionnel agricole et des organismes de recherche. Le nombre d’élèves formés dans les formations initiales longues est faible, se limitant à quelques centaines de personnes, au contraire des formations professionnelles courtes des producteurs. L’inclusion des producteurs dans les dynamiques de formation est très problématique. Les initiatives du secteur privé, associatif et de la coopération internationale sont importantes, mais peu intégrées aux politiques publiques d’enseignement et de formation.

L’offre de formation connaît aussi des faiblesses. Selon les informations disponibles dans certains pays en Afrique de l’Ouest la formation agricole et rurale est faiblement représentée dans la formation professionnelle en général. Au Mali il existe 12 établissements de formation agricole et rurale sur 109 établissements de formation professionnelle. Le secteur de la formation agricole et rurale représente 12% de la formation professionnelle au Sénégal et le Burkina Faso compte 29 établissements de formation agricole et rurale sur 401 pour la formation professionnelle.

Analyse SWOT de la FAR en Afrique

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures de formation (bâtiments, terres) • Coût relatif ? • Capacité de réponse à la demande ? • Fourniture de compétences ? • Accessibilité de populations diverses • Apprentissage expérientiel • Dynamique de rénovation en cours • <u>Dynamique d’organisation et de réseautage en cours</u> (Centres UNEVOC / UNESCO en Afrique, <u>Réseau FAR, etc...</u>) 	<ul style="list-style-type: none"> • Peu d’intégration entre les systèmes de formation technique professionnelle • Focus des formations trop étroit et technique • Absence de référentiels et de profils de compétences • Marginalisation de certains groupes • <u>Pédagogie dépassée</u> • <u>Faibles compétences des personnels</u> • Faibles liens avec le conseil agricole, la recherche et les communautés rurales • Peu de connaissances sur les besoins de formation et le marché de l’emploi, donc formations peu pertinentes ou inaccessibles • <u>Faible réactivité à l’émergence de nouveaux besoins/problématiques</u> • Absence de leadership / esprit d’entreprise pour développer des réseaux et programme nouveaux
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • <u>Les initiatives récentes visant la dynamisation des chaînes de valeur créent de nouveaux types d’emplois</u> • Intégration croissante des niveaux d’éducation • Accent mis sur les moyens d’existence ruraux, plutôt que sur simplement l’agriculture • <u>Accent mis sur l’entrepreneuriat agricole</u> 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d’appui institutionnel • Diminution du financement public • Changement dans les priorités de l’éducation • Fragmentation et manque de coordination entre les dispositifs • Exode agricole et urbanisation • Stigmate de la formation professionnelle/agricole

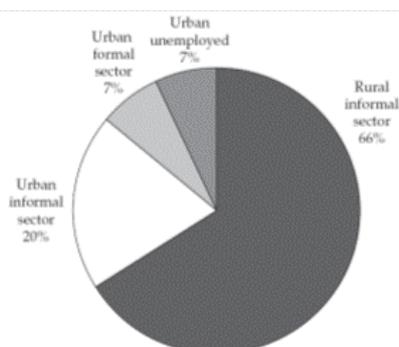


Figure 1: Estimation de la part de l’emploi formel et informel en Afrique sub-Saharienne (Johanson et Adams, 2004)

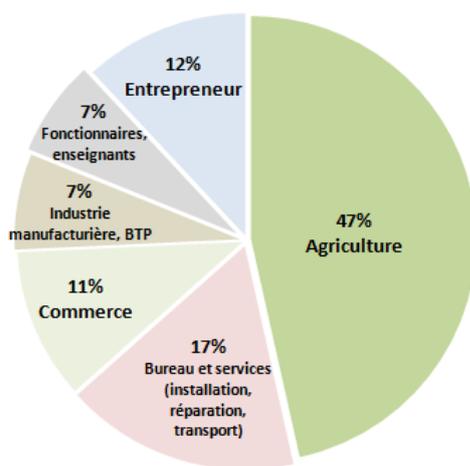
PEU D’IMPACT SUR L’EMPLOI

On estime le nombre de nouveaux entrants sur le marché de l’emploi en Afrique entre 7 et 10 millions par an. Historiquement

une des plus importantes sources d'emploi pour les diplômés de la formation professionnelle agricole était les services de vulgarisation et de l'éducation. L'effondrement des systèmes nationaux de vulgarisation à partir des années 80, aggravé par les programmes d'ajustement structurel, a tari cette source. Le secteur public a donc ralenti ses recrutements, voire réduit ses effectifs⁵.

Le secteur moderne créant peu d'emplois nouveaux, les jeunes n'ont d'autres alternatives que le secteur informel, lui-même dominé par le secteur agricole (Aring, Jones, Vandenbosch).

Comme le note l'étude du SPONG au Burkina Faso, même si les taux de chômage ne sont pas officiellement supérieurs à ceux du reste du monde, le problème de l'Afrique se pose en termes de sous-emploi et de précarité de l'emploi, deux caractéristiques du secteur informel. Ainsi, «en raison de la faiblesse des institutions du marché du travail et de la protection sociale, un grand nombre de jeunes demeure voué à un avenir fait d'emplois irréguliers et d'informalité»⁶.



Un exemple de cette situation est celle que Honlonkou et Ogoudele (2010)⁷ notent dans une étude sur le Bénin pour le Bureau International du Travail. Ils relèvent que, en 2002, « le chômage concerne plus les instruits et croît avec le niveau d'éducation... les actifs ayant suivi un cursus universitaire ou une formation technique sont plus exigeants dans leur recherche d'emploi ». Ils ajoutent que, par ailleurs, les femmes qui ont suivi des études supérieures sont plus au chômage que les hommes du même niveau. Ils attribuent cette disparité aussi à une inadéquation entre l'offre de formation et les besoins réels du

marché du travail, tant au niveau supérieur qu'au niveau secondaire technique.

Pourtant, le secteur éducatif, dans la logique de sa création et dans sa pratique actuelle est encore majoritairement orienté vers la formation de professionnels pour les secteurs public et privé. Comme le note le Professeur Mbaye⁸, « le statut d'informel éloigne également les entreprises des techniques managériales modernes et des programmes de formation professionnelle pour les travailleurs ; ceci limite d'autant leur potentiel de croissance et leur accès au marché mondial ».

⁵ Une exception notable est l'Éthiopie qui a maintenu et étendu son système national de vulgarisation et encouragé la formation professionnelle et technique.

⁶ Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (2014) : [Etude sur l'état des lieux et la problématique de l'emploi des jeunes au Burkina Faso](#)

⁷ Albert Honlonkou et Dominique Odjo Ogoudele (2010) : [Les institutions du marché du travail face aux défis du développement : Le cas du Bénin](#) ; Document de travail de l'Emploi n° 66, Bureau International du Travail, Genève.

⁸ Ahmadou Aly Mbaye (2014) : [Secteur informel, emplois et transformation structurelle : Recommandations opérationnelles pour une politique efficace envers le secteur informel](#) ; Document préparé pour l'Organisation internationale de la Francophonie

Bien plus que tout autre type de formation, la FAR est sensée assurer la transition entre monde de l'école et monde du travail. C'est pour cela qu'un critère majeur d'évaluation de sa réussite est son impact sur l'insertion professionnelle. Pourtant ce dernier est un processus dont la réussite dépend de facteurs complexes qui dépassent la formation des demandeurs: structure de l'économie, financement, disponibilité d'emploi, etc... Malgré cela, il y a une absence notable de coordination entre les acteurs (parents, institutions de formation, organisations des secteurs public et privé, employeurs, décideurs politiques, etc...) pour faciliter cette transition.

RENOVATION EN COURS MAIS DIFFICILE

Une volonté affirmée de changement

Depuis quelques années, la rénovation des dispositifs de FAR est envisagée à plusieurs niveaux politiques.

Au niveau continental, le Cadre Stratégique de la Formation Agricole et le renforcement des compétences (AESIF) développé par le NEPAD est défini comme « un processus conduisant aux réformes structurelles des: i) Etablissements Supérieurs Agricoles; ii) Etablissements de Formation Technique et Professionnelle Agricole (EFTPA); et iii) l'apprentissage dans le secteur non formel acquis tout au long de la vie ». Le cadre stratégique identifie trois domaines d'action : réforme des politiques de gouvernance et de gestion, réforme et actualisation des programmes et méthodes d'enseignement, et la mobilisation de partenariats public-privé.

Au niveau de ses pays membres, le Réseau FAR a déjà initié l'élaboration de stratégies nationales et de plateformes multi-acteurs dans quelques pays, dont l'objectif est de faire du plaidoyer. Lors de son séminaire de Rabat en Novembre 2014, cet objectif de renforcement des dynamiques pays a été réaffirmé, à travers une volonté de développer une expertise FAR solide, « en accompagnant un renouvellement intergénérationnel et une formation de jeunes experts par les experts actuels, mais également en décentralisant de plus en plus d'activités et de responsabilités d'animation et d'appuis thématiques dans la sous-région et dans les pays ».

Dans les pays membres du Réseau FAR, cette volonté est exprimée soit sous forme d'une Stratégie Nationale soit portée par des projets et programmes financés par l'état ou des bailleurs

La rénovation au Sénégal

Le Plan Sénégal Emergent prévoit de dynamiser le secteur de l'emploi en orientant la formation professionnelle et technique vers le marché du travail dont les besoins en ressources humaines qualifiées s'élevaient de 295 000 à 640 000 à l'horizon de 2015. Pour faire face à cette situation des efforts ont été déployés dans la création de dispositifs de formations performantes dans les principales zones de production agricole, avec la volonté de diversifier l'offre de formation afin de répondre aux besoins des jeunes et ainsi de faciliter leur insertion dans le tissu économique

La rénovation au Maroc

Au Maroc, le gouvernement a fait des efforts à travers le Plan Maroc Vert qui est basé sur le développement de l'élément humain dans une optique de modernisation et du développement du secteur agricole. Son objectif est de mettre à niveau le dispositif de formation afin de doter les acteurs du secteur agricole et rural de compétences nécessaires à la réalisation de ses nouveaux défis notamment l'amélioration de la productivité et la promotion de l'emploi. Cela se traduit par une réingénierie de la formation professionnelle basée sur une Approche Par Compétences qui préconise l'identification préalable des besoins en compétence du secteur et la conception de programmes de formations répondant à ces besoins. Cette logique permet d'adapter l'offre de formation à la demande issue du milieu professionnel afin d'améliorer l'employabilité des lauréats dans la vie active.

internationaux. Certains des pays membres (Sénégal, Cameroun, Togo, etc.) ont élaboré une Stratégie Nationale. Quelques pays (Maroc, Sénégal) ont également adopté une approche de formation basée sur les compétences.

.....

Les limites de l'approche par projets

Ce cadre politique étant affirmé, la question du mode d'intervention est importante. L'expérience passée montre que l'approche par projet présente des difficultés majeures. L'évaluation réalisée par EUREVAL-C3E⁹ sur les projets de coopération française du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) entre 1989 et 2000 montre certaines d'entre elles, notamment l'impact sur l'emploi et l'intégration de l'action des différents projets.

Concernant l'emploi, l'évaluation conclut clairement que « la coopération française a rencontré des difficultés pour organiser le passage entre formation professionnelle et emploi. Les actions des projets affichant spécifiquement des objectifs socio-économiques n'ont pas vraiment permis une amélioration de l'activité économique des entreprises ».

Concernant l'intégration de l'action des projets, les structures bureaucratiques restent un obstacle majeur. «La méthode par projet cloisonne les démarches sur le secteur de l'ETFP et n'organise pas les interactions avec les autres secteurs du développement. La coopération française n'a pas su dépasser une logique verticale d'intervention, le mélange d'actions d'appui à la construction des systèmes et d'actions de prestation de formation et de fourniture d'équipements est difficile à mettre en œuvre; le déploiement de l'appui institutionnel national nécessite des conditions de stabilité de l'environnement politique qui ne sont pas toujours réunies, ce qui n'est pas le cas au niveau local ; les projets menés dans les deux domaines de la formation professionnelle et de l'enseignement technique paraissent davantage juxtaposés que coordonnés ».

Un autre problème fondamental de l'approche par projet, comme le note Aring (2011) dans une étude pour l'USAID, est que les projets traitent les symptômes plutôt que les causes de la faiblesse des dispositifs de formation professionnelle. Ces causes (manque de responsabilité, leadership, relations avec les employeurs, ressources, etc.) ne peuvent être traitées que par une action déterminée et soutenue dans le temps, ce qui est au-delà des capacités d'un projet.

Les conditions de la réussite

D'autres évaluations ont analysé des exemples de réussite pour identifier les meilleures pratiques. Ainsi, l'étude de Aring (2011), réalisée sur 20 pays développés et en développement par le Centre

⁹ [Enseignement technique et formation professionnelle : Évaluation de la coopération \(1989-2000\) Afrique subsaharienne, Océan Indien et Caraïbes](#); Rapport au MAE, 2005. L'évaluation consistait en un état des lieux de 28 projets et d'une enquête approfondie sur un échantillon de 7 projets situés au Bénin, au Mali, en Mauritanie et au Burkina-Faso et l'exploitation de 3 évaluations de projets existantes au Gabon, en Côte d'Ivoire et à Maurice.

pour le Développement de l'Education pour le compte de l'USAID¹⁰ a conclu que les programmes de formation professionnelle les plus efficaces partageaient les mêmes 9 caractéristiques :

- Leadership et responsabilité (*accountability*) ;
- Conception orientée vers la demande ;
- Accès ouvert ;
- Transfert de compétences ;
- Amélioration continue ;
- Partenariats Public-Privé ;
- Financement durable ;
- Reproductibilité des programmes ;
- Impact économique et social .

Une autre étude sur l'état des lieux de la formation professionnelle francophone ¹¹, consacrée spécifiquement à la formation continue non agricole, fait ressortir d'autres bonnes pratiques telles que :

- La réduction des coûts et la synergie : concentrer les formations, capitaliser, valoriser l'auto-formation, utiliser les NTIC ;
- L'élaboration des cursus : recenser la demande, réfléchir par filière, diagnostiquer ;
- La reconnaissance des cursus et prestataires : système d'accréditation, transparence, reconnaissance ;
- La communication et l'orientation : répertoires et référentiels, centraliser, sensibiliser ;
- L'universalité de l'accès : assurer l'accès de tous, réinsérer, rattrapage territorial ;
- Les méthodes et moyens d'enseignement : former les formateurs, sensibiliser à la RSE, évaluer les formations ;
- Le suivi-évaluation : promouvoir une culture du résultat.

L'étude de l'USAID relève cependant quelques différences entre pays développés et pays en développement qui mettent en perspective les limites de la comparaison entre les deux.

Peu de pays en développement ont un secteur privé fort et organisé, et ceux qui en ont manquent d'intermédiaires qui peuvent jouer le rôle de mise en relation entre l'éducation et les employeurs. On peut ajouter que c'est d'autant plus difficile que la principale source d'emploi est le secteur informel, difficile à organiser.

- Ces pays ont peu de ressources pour acheter et maintenir les équipements nécessaires à l'acquisition des compétences requises.
- Les formateurs sont mal payés et aspirent à migrer vers des institutions académiques qui leur offrent un statut social et des revenus plus élevés.

¹⁰ Monika Aring (2011): [Technical and Vocational Education and Training: A Study of Promising Models in International Development](#) ; Education Development Center, Inc.

¹¹ Réalisée par le cabinet de conseil R.M.D.A. (2014) pour le compte du Réseau des Associations Professionnelles Francophones (RAPF) et financée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). L'étude comprenait des enquêtes en France, au Sénégal, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Maroc.

- Les contenus des programmes de formation professionnelle sont souvent trop étroits et dépassés.
- Il n'existe souvent pas de référentiels de compétences qui reflètent les besoins présents et futurs des secteurs d'activité.

La rénovation ne sera donc pas facile. Quelques grandes propositions ressortent des études faites au niveau africain et mondial, qui indiquent la direction vers laquelle la rénovation doit s'orienter.

1. Des programmes orientés vers la demande et adaptés au contexte local

Une première condition de survie des établissements de FAR est de réorienter leur fonctionnement vers les besoins du marché de l'emploi. Pour cela, ils ont besoin d'une coordination étroite avec le secteur privé, éventuellement à travers des partenariats qui leur permettront de rester proches de la demande, de monter des formations à la carte, et de mettre leurs stagiaires dans les conditions directes de l'emploi. C'est une condition de pertinence des formations et de durabilité du dispositif¹².

Une autre disposition fortement recommandée est de développer des programmes orientés vers le secteur informel pour tenir compte de la réalité de l'économie locale. Comme les petites entreprises familiales et les microentreprises semblent être celles qui ont plus tendance à employer les pauvres, c'est cette cible qui devrait être prioritaire pour la formation professionnelle (Mbaye, 2014). Elle comprend les candidats à l'installation comme exploitants agricoles ainsi que les acteurs des filières agricoles.

2. Des programmes flexibles et novateurs

L'agriculture connaît des changements radicaux : mondialisation de l'économie et compétitions sur les marchés, avancées scientifiques dans les domaines de la biotechnologie et des technologies de la communication. Ces changements vont s'accélérer dans les années à venir et la FAR doit s'y adapter aussi bien dans les formations de base que dans la formation professionnelle.

Elle doit être plus réactive et plus souple dans ses procédures pour répondre à la demande du marché de l'emploi. Elle doit être moins théorique – une critique souvent faite à la formation professionnelle actuelle – et plus adaptée à la spécificité des apprenants. Pour cela, elle a besoin de relations étroites avec l'enseignement supérieur, la recherche, la vulgarisation agricole et les organisations professionnelles.

3. Des dispositifs de formation adossés à un dispositif d'orientation et de suivi des apprenants

Une des difficultés auxquelles la formation agricole est confrontée est que les jeunes formés n'ont pas de projet d'avenir ou de vision claires de ce qu'ils veulent faire. Le choix de la formation professionnelle semble être au pire une occupation en elle-même, et au mieux un tremplin pour des études plus approfondies. Ceci ne facilite pas l'insertion professionnelle, surtout étant donné la

¹² L'AESIF du NEPAD propose quelques mesures pour assurer la durabilité de la formation professionnelle agricole : investissement par l'état dans les infrastructures, notamment l'accès à internet, et la mise en place d'un Fonds spécial, alimenté entre autres à travers un régime de prélèvement pour le secteur privé, avec retenue sur salaire de 2 à 3 %. Il propose également un partage du coût de la formation par les stagiaires grâce à des prêts remboursables après la formation.

faiblesse des structures officielles d'aide à la recherche d'emploi. Pour cette raison, il est indispensable que le dispositif de formation soit appuyé par un autre dispositif qui valorise le choix de la filière professionnelle et oriente les apprenants dans leur réflexion sur leurs perspectives d'avenir et la recherche d'emploi.

4. Des dispositifs intégrés dans l'emploi

Dans les pays industrialisés, la réussite des systèmes de formation professionnelle repose sur leurs liens étroits avec le secteur privé et le système d'éducation. Ils bénéficient d'investissements du secteur privé, qui est associé à la définition des profils de compétences et au développement des programmes de formation. C'est ce qui permet aux stagiaires bien formés une transition plus facile vers l'emploi (Aring, 2011)¹³. Trois propositions émergent de l'étude des expériences de nouveaux modèles de formation professionnelle à l'échelle internationale :

- Un partenariat Public-Privé qui permettra aux institutions de formation de rester en contact étroit avec l'évolution du marché du travail (emplois disponibles, compétences demandées). Il permettra également aux employeurs potentiels d'utiliser les institutions de formation comme outils de recrutement pour attirer les travailleurs les plus compétents (Hawley)¹⁴.
- Une autre mesure est d'aller encore plus loin dans le partenariat en intégrant une partie substantielle des formations professionnelles dans un milieu professionnel, sous forme de contrats d'apprentissage (Vandenbosch).
- Dans le cas spécifique de l'activité agricole, un problème émergent, qui menace la profession, est celui de la succession. Comme dans beaucoup de pays développés, la relève générationnelle est rendue difficile par plusieurs facteurs dans les pays en développement: accès au foncier et au financement, manque d'attractivité de l'activité agricole, etc. Pourtant comme le note White (2015)¹⁵, des expériences récentes montrent qu'il existe une nouvelle génération de ruraux bien éduqués et motivés qui cherchent à obtenir des terres pour s'installer comme agriculteurs. Ce profil de candidats est particulièrement important car ils sont à même de pratiquer une agriculture différente de celle des anciens, plus créative et plus susceptible de relever le défi de la productivité et de la durabilité. Ce profil doit être spécifiquement ciblé par les institutions de formation professionnelle.

¹³ Monika Aring (2011): Technical and Vocational Education and Training - A Study of Promising Models in International Development; Education Development Center, Inc.

¹⁴ Josh Hawley (nd) : Public Private Partnerships in Vocational Education and Training: International Examples and Models

¹⁵ Ben White (2015): Generational dynamics in agriculture: reflections on rural youth and farming futures. Cahiers Agriculture 24: 330-334.